

Transition dictatoriale en Égypte

Vincent Romani

Number 774, September–October 2014

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/72461ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Romani, V. (2014). Transition dictatoriale en Égypte. *Relations*, (774), 30–31.



Transition dictatoriale en Égypte

En Égypte, les généraux reviennent brutalement à l'avant-scène politique, contre leur société mais avec l'appui des Occidentaux et de leurs alliés.

VINCENT ROMANI

L'auteur est professeur au Département de science politique de l'UQAM

L'Égypte post-Moubarak – ce dictateur déchu à l'issue de la révolte de janvier 2011 – a plébiscité, fin mai 2014, le maréchal Abdel Fattah al-Sissi comme nouveau président, officialisant ainsi la dynamique contre-révolutionnaire des généraux. Un an plus tôt, le 3 juillet 2013, les militaires égyptiens ont en effet repris pied à l'avant-scène politique du pays qu'ils contrôlent et dirigent depuis la révolution des officiers libres de 1952¹. Le mandat du président Mohamed Morsi, frère musulman élu en 2012, aura donc duré seulement un an. Cette éclipse islamiste dans l'histoire et la politique officielle égyptiennes a permis aux militaires de préparer leur coup d'État contre Morsi, motivés et aidés par les erreurs de celui-ci.

LE DÉMOCRATISME ÉLECTORAL DE MORSI

Le programme des Frères musulmans était ouvertement conservateur, reposant sur le néolibéralisme économique et la moralisation religieuse de la société. Rien de nouveau dans une république où la charia est source de législation depuis 1971, et dont l'ouverture économique libérale croît constamment depuis les années 1970. Ce programme consacre l'élitisme so-

cial des Frères musulmans, qui ont pourtant et longtemps vanté leur ancrage politique dans les couches populaires. La seule loi d'inspiration islamique passée sous leur mandat concerne le crédit bancaire. Mais Morsi a tout d'abord commis l'erreur de disputer à l'armée ses nombreuses chasses gardées.

L'armée contrôle jusqu'à un tiers de l'économie de l'Égypte, à travers des patrimoines fonciers et d'immenses conglomérats qui produisent du matériel militaire autant que des produits de consommation courante. Des dizaines de milliers d'Égyptiennes et d'Égyptiens travaillent dans les usines et complexes touristiques possédés par les militaires, dans l'opacité décisionnelle et comptable. L'armée est ainsi directement intéressée à préserver un statu quo économique, militaire et diplomatique avec Israël et ses alliés arabes régionaux et occidentaux. C'est ce système qu'a dérangé Morsi en prenant des décisions sur le Sinaï – la chasse gardée des services de sécurité – et en matière de politique étrangère. À cet égard, il a notamment tenté de normaliser les relations avec le Hamas de la bande de Gaza, au grand dam d'Israël et de ses alliés, et a promis une aide aux insurgés islamistes syriens. Il a ainsi essayé de contourner les monopoles économiques et sécuritaires de l'ancien régime.

La seconde catégorie d'erreurs commises par Morsi fut son intransigeance politique fondée sur une lecture erronée des rapports de force et, surtout, sur une vision uniquement électorale des principes démocratiques. Après une série de consultations électorales ouvertes et victorieuses jusqu'en 2012, l'ivresse majoritaire a saisi Morsi et son équipe. Réduisant la

démocratie au règne sans limites de la majorité élue, les Frères musulmans ont ainsi écarté la négociation et la délibération inclusive en prétextant la souveraineté absolue de leur légitimité électorale. Cette intransigeance a rencontré celle des militaires, pas plus enclins qu'eux à la démocratie participative; les militaires par formation, les Frères musulmans par habitude de fonctionner clandestinement pour échapper à la répression des premiers.

L'erreur finale est toutefois venue d'une décision constitutionnelle du président Morsi en novembre 2012, par laquelle les Frères musulmans se sont aliéné leurs alliés révolutionnaires. Morsi s'arrogeait quasiment les pleins pouvoirs qu'il réclamait depuis son élection, arguant les blocages causés par ses opposants dans tous les rouages administratifs et judiciaires de l'État. Il a annulé cette décision dans la foulée des manifestations massives qui suivirent, mais le mouvement *Tamarrod* («rébellion» en arabe) naissait alors, soutenu par l'armée, les grands entrepreneurs, les libéraux, une partie de la gauche, les syndicats et les responsables coptes. Nourrie par l'insécurité croissante encouragée par l'inaction des policiers et des militaires ainsi que par la crise économique et les ruptures d'approvisionnement «providentielles» en essence et en électricité, la campagne anti-frériste culmina ainsi dans les manifestations monstres de juin 2013 et le putsch des généraux.

TERRORISER LES CONTESTATAIRES

Comme en 2011, les militaires se sont appuyés initialement sur la légitimité populaire. Depuis, ils mettent en œuvre une mécanique classiquement sanglante, enchaînant répression, criminalisation de l'opposition et radicalisation. Les Frères musulmans qui, contrairement à l'armée, ont renoncé à





la violence politique depuis quatre décennies, sont écrasés par une répression inédite depuis les années 1960. Depuis juillet 2013, 20 000 personnes ont été emprisonnées et torturées, dont plus de 3 000 cadres des Frères musulmans; 3 000 personnes ont été assassinées par la police et l'armée, et près de 20 000 autres ont été blessées, principalement au cours de manifestations. Quelques attaques armées furent ensuite lancées contre les acteurs et symboles étatiques de cette répression, permettant ainsi de refermer la boucle de la «terrorisation». Terrorisés par l'oppression paramilitaire, les opposants sont ensuite accusés sans preuve de «terrorisme» – ce qui n'exclut pas que quelques-uns puissent passer à la contestation armée au sein de groupes djihadistes préexistants.

Auparavant ralliés à l'armée dans leur commune haine idéologique des Frères musulmans, les opposants de gauche se font également arrêter, interdire et réprimer depuis quelques mois. Les salafistes de l'imposant parti Nour, seconde force islamiste du pays, sont actuellement ralliés aux militaires. Cette alliance n'est pas contre nature, car les militaires égyptiens sont très proches du référent musulman constamment invoqué; en outre, coopter un parti ultrareligieux tout en le contrôlant permet aux généraux de diviser l'opposition islamiste. Et les mesures répressives s'enchaînent: les médias internationaux et d'opposition sont muselés –y compris les journalistes de la chaîne qatarie Al Jazeera– et la loi martiale et l'état d'urgence sont réinstaurés, à l'ombre d'une loi criminalisant toute protestation. La nouvelle constitution de 2014, sans grande nouveauté par rapport à celle de 1971, maintient la charia comme source principale de la législation et sanctuarise encore plus le domaine militaire. Malgré tout, les contestations conti-

nent, jusque dans les universités, et sont réprimées dans le sang.

En refusant de désigner ce coup d'État pour ce qu'il est, les alliés arabes et occidentaux des généraux égyptiens légitiment une transition dictatoriale, nommée «transition démocratique» par le secrétaire d'État américain John Kerry. Volant au secours du maréchal Sissi, le premier ministre britannique David Cameron a ordonné une enquête sur les liens «terroristes» présumés des Frères musulmans en Grande-Bretagne. Il est vrai qu'avant de devenir espion en chef de l'armée, puis putschiste en chef du pays, Sissi fut formé par les militaires britanniques puis étasuniens. Il a donc su y nouer des relations, de même qu'en Arabie saoudite où il fut attaché militaire, ce qui pourrait expliquer l'énigmatique soutien économique saoudien au régime militaire égyptien. Ce putsch et ces jeux d'alliances fournissent une grande victoire symbolique pour les islamistes les plus radicalement critiques de la «démocratie» électorale occidentale. Comme habituellement dans l'histoire du Moyen-Orient, il leur est facile de documenter les trahisons occidentales et locales de l'idéal démocratique, au point de considérer celui-ci comme une tromperie qu'ils expérimentent chaque jour dans leurs deuils et leurs chairs torturées.

FEMMES ET MINORITÉS OPPRIMÉES

S'érigeant en protecteur des chrétiens, Sissi fait oublier que le premier grand massacre jamais commis contre des coptes (et aussi le premier massacre post-révolutionnaire contre des manifestants) le fut par l'armée égyptienne dans le quartier de Maspero en octobre 2011 (28 morts, plus de 200 blessés). La «menace islamiste» est manipulée par les militaires contre les chrétiens, dans un double intérêt: d'une part, en vue de paralyser toute contestation politique qui émanerait des chrétiens et, d'autre part, en vue de renforcer la coopération militaire et diplomatique avec les puissances occidentales. Mais s'il faut, au-delà des catastrophiques

bilans et perspectives, relever des changements, c'est bien celui des rapports politiques de genre.

Depuis plus d'une décennie, les Égyptiennes investissent massivement la rue, les arènes et les mobilisations politiques, continuant la glorieuse histoire du féminisme égyptien. Elles le paient très chèrement dans leurs corps, systématiquement et sexuellement attaqués dans le but de les évincer de l'espace public et politique. La possession de leur corps par les hommes –qu'il s'agisse de les protéger ou de les attaquer– est devenue un enjeu ouvertement administratif et policier. Allié des intégristes salafistes, Sissi justifia en 2011 les «tests de vir-



ginité» (c'est-à-dire les agressions sexuelles contre des centaines de femmes) imposés aux Égyptiennes manifestant contre les violences et les abus des militaires. Il se fait désormais le champion de «la femme égyptienne» libérée... qu'il rêve d'enfermer dans son foyer.

Il faut aussi noter l'éclosion d'une galaxie de syndicats autonomes de travailleurs et travailleuses qui, à travers des milliers d'actions contestataires, ont joué un rôle croissant dans les mobilisations politiques égyptiennes, de l'éviction de Moubarak à celle de Morsi. Le régime de Sissi tente déjà de coopter et d'acheter certains de leurs responsables, mais la mécanique profondément démocratique qui s'est mise en route avant 2011 constituera le principal obstacle auquel feront face les généraux. ●

Manifestation d'appui au président Mohamed Morsi au Caire, le 28 juillet 2013, après le coup d'État. Photo: CP/ Hassan Ammar

1. Lire V. Romani, «La nouvelle Égypte des vieux généraux», *Relations*, n°752, octobre-novembre 2011.